



EAU ET ELECTRICITÉ

La tutelle fustige la gouvernance d'E²C et de LCDE



Le ministre Emile Ouosso et le directeur général de l'E²C sur le terrain/Adiac

Le ministre de l'Energie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso, a pointé du doigt, lors de la séance des questions orales avec débats au Sénat, la gouvernance des sociétés Energie électrique du Congo (E²C) et La Congolaise des eaux (LCDE) concernant le déficit en eau et en électricité à Brazzaville et Pointe-Noire. « *Hormis les défaillances techniques dues à la vétusté du réseau, nous relevons aussi le problème de gouvernance au niveau de nos opérateurs historiques. Mais la vraie réponse réside sur la mise en œuvre de la réforme engagée dans le sous-secteur depuis 2001 et qui a connu un coup d'accélérateur en 2018. Pour l'heure, nous sommes à la recherche d'une solution globale* », a expliqué Emile Ouosso.

Page 2

MARCHÉ FINANCIER D'AFRIQUE CENTRALE

Les Trésors publics appellent à plus de transparence



Le président du CPC-TP-Cémac/Adiac

AAu terme de la 9^e session du Cadre permanent de concertation des Trésors publics de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CPC-TP-Cémac) consacrée à faire un état des lieux des dif-

férentes techniques d'émission au sein de l'espace communautaire, les participants ont appelé à plus de transparence et de sincérité des informations fournies au marché et aux spécialistes en valeurs du Trésor. « *Pour réduire la disparité entre les Etats, la première chose est le comportement vertueux envers le marché, la sincérité des informations et le saut qualitatif vers la non-accumulation des arriérés. Ces bonnes pratiques permettent à chaque Trésor public d'améliorer ses interventions sur le marché des titres publics et de lever des fonds suffisants* », a indiqué le président du CPC-TP-Cémac, Gatién Ondaye Obili.

Page 4

JOURNÉE DU 8 MARS

Les femmes invitées à s'investir dans les activités génératrices de revenus



La parade féminine sur le boulevard Denis-Sassou-N'Guesso à Kinkala La Journée internationale des droits des femmes a été célébrée le 8 mars à Kinkala, chef-lieu du département du Pool, sous le patronage

du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, en présence de l'épouse du chef de l'État, Antoinette Sassou N'Guesso, marraine

de l'événement.

Les activités y relatives ont été coordonnées par la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement et de l'Economie informelle, Inès Nefer Bertille Ingani Voumbo Yalo, qui a invité les femmes à mettre un accent particulier sur les activités génératrices de revenus pour assurer leur indépendance et contribuer au développement économique du pays.

Page 16

Éditorial

Est-ce vrai que c'est vrai ?

Page 2

CONSEIL MUNICIPAL DE BRAZZAVILLE

Le budget 2024 adopté à plus de 55 milliards FCFA

Page 3

ITB BERLIN

Les jalons posés pour développer le tourisme au Congo

Le salon mondial du tourisme ITB Berlin s'est terminé le 7 mars. 170 pays y ont participé dont la République du Congo qui a posé les jalons pour développer le tourisme. Un optimisme porté dès le premier jour lors de la cérémonie d'ouverture par Julia Simpson, présidente du Conseil mondial du tourisme, qui avait donné le ton en avançant quelques indicateurs prometteurs. « *Le secteur des voyages et du tourisme devrait représenter plus d'un emploi sur neuf dans le monde d'ici à 2033, contribuant à 11,6 % du produit intérieur brut mondial. Cette prochaine décennie verra le tourisme croître deux fois plus vite que l'économie globale...* », a-t-il assuré.

Page 11

ÉDITORIAL

Est-ce vrai que c'est vrai?

Cette question un brin rébarbative devrait, tout compte fait, accompagner le regard que l'on porte sur les informations relayées au quotidien par les réseaux sociaux. Elle place les médias traditionnels dans l'obligation non pas de prendre le parti du démenti systématique mais de remplir avec plus de professionnalisme encore le métier d'informer qu'ils ont appris parfois pendant de longues années. La base irréfragable de celui-ci étant toujours de répondre aux questions : Qui ? Quoi ? Où ? Quand ? Comment ? Pourquoi ?

Bien sûr le temps passe vite, et l'information est une denrée hautement périssable. D'où la boulimie dont chacun de nous fait preuve devant son smartphone. On reçoit une information, on la consomme, parfois au tiers, parfois pas du tout tant le flux est incroyablement abondant, on la transfère ensuite à ses correspondants avec le sentiment de leur rendre service, de les prévenir d'un danger imminent qui les guette s'ils ne sont pas au parfum de ce qui se passe, parfois aussi de les distraire.

En général le document reçu est signalé « transféré plusieurs fois » eh bien ! on l'achemine vers sa ou ses plateformes constituées. L'information n'attend pas ? C'est bien vrai mais la bonne information se soucie toujours de son petit temps d'attente qui est au moins de savoir si ce qu'il me revient comme fait est vérifiable. Or sur ce point, l'abondance des contenus des réseaux sociaux contre laquelle aucune autre source d'information ne peut lutter s'effondre souvent assez vite.

Il est impossible aujourd'hui, et même contreproductif, de chercher à endiguer les réseaux sociaux. La précaution pour le consommateur réside certainement dans sa capacité à discerner, à s'interroger sur la nature de l'information apprise, l'identité des acteurs impliqués, les lieux et les circonstances de son déroulement. En revanche, devenu le compagnon idéal de la société moderne, le téléphone portable n'arrêtera pas de rendre service. A condition qu'il ne la prenne en otage, car il en a les ressorts.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉFICIT EN EAU ET EN ÉLECTRICITÉ

Emile Ouosso pointe du doigt la gouvernance de E²C et de LCDE

Au regard des difficultés que connaissent Brazzaville et Pointe-Noire ces derniers temps dans la desserte en eau et en électricité, le Sénat a interpellé, le 7 mars lors de la question orale au gouvernement avec débat, le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso, pour qu'il s'explique sur la question. Dans ses réponses, il a relevé des sérieux problèmes de gouvernance au sein d'Énergie électrique du Congo (E²C) et de La Congolaise des eaux (LCDE).

Trois sénateurs ont interpellé le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique sur la rareté d'eau et de l'électricité à Brazzaville et Pointe-Noire, où les deux denrées vitales sont devenues de l'or à se procurer.

Répondant aux préoccupations des sénateurs, Emile Ouosso, conscient du problème, a jeté la responsabilité sur les deux opérateurs historiques. Le ministre a fustigé notamment la gouvernance dans le fonctionnement de E²C et de LCDE, comme pour dire que les services qu'elles offrent en matière de desserte sont encore loin de combler les attentes de la population.

« Hormis les défaillances techniques dues à la vétusté du réseau, nous relevons aussi le problème de gouvernance au niveau de nos opérateurs historiques. Mais la vraie réponse réside sur la mise en œuvre de la réforme engagée dans le sous-secteur depuis 2001 et qui a connu un coup d'accélérateur en 2018. Pour l'heure, nous sommes à la recherche d'une solution globale », a indiqué Emile Ouosso aux sénateurs.

Le ministre a, toutefois, indiqué qu'une quantité suffisante d'électricité capable de renforcer la desserte à Brazzaville est disponible à Pointe-Noire, mais 300 mégawatts ne peuvent y être acheminés à cause de la vétusté du réseau qui date de 1982.



Une vue des installations de E2C/Adiac

Des pistes de solution

Pour résoudre le problème, Emile Ouosso a fait savoir aux sénateurs que le gouvernement a obtenu 60 milliards FCFA de la Banque mondiale, dont la moitié sera investie dans la construction d'une nouvelle ligne de transport d'électricité entre les deux capitales. A cet effet, une unité de gestion est déjà mise en place appelée « Projet d'appui au secteur de l'électricité ».

Devant le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique a annoncé aussi l'installation des lignes de transport d'électricité connexes entre Brazzaville et Pointe-Noire, parmi lesquelles celle reliant la ville océane à Brazzaville via Makabana-Sounda-Maloukou avec l'appui d'ENI Congo.

Aussi, a-t-il poursuivi, le gouvernement va, avec l'aide des Sud-Africains, construire un

barrage de 512 mégawatts à 30 km du village Linzolo, dans le Pool, avant de rappeler aux sénateurs le projet de construction de celui de Sounda, le plus emblématique du pays avec l'expertise des Sud-Coréens. Parlant de la desserte en eau, le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique a fait état de la mise en place, par les partenaires italiens, d'un vaste programme de constructions des infrastructures d'eau dans dix pays africains, financé à 5 milliards d'euros. Le Congo a été retenu pour relancer le projet « Eau pour tous » à travers le pays dont 665 installations construites dans le précédent projet sont en arrêt. A ce programme, a renchéri Emile Ouosso, se greffent plusieurs partenariats en cours d'exécution, dont ceux conclus avec la Banque africaine de développement, l'Agence française de développement.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elien
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzena, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepe chesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

CONSEIL MUNICIPAL DE BRAZZAVILLE

Le budget 2024 adopté à plus de 55 milliards FCFA

Ouverte le 27 février dernier, la quatrième session ordinaire budgétaire du Conseil départemental et municipal de Brazzaville s'est clôturée le 8 mars et a permis à l'assemblée locale d'approuver son budget exercice 2024, arrêté en recettes et en dépenses à un peu plus de 55, 861 milliards FCFA.

Le budget 2024 du Conseil départemental et municipal de Brazzaville est équilibré en recettes et en investissement à la somme de 55 861 825 360 FCFA. Il reste légèrement supérieur à celui de l'année dernière qui était adopté à la somme de 42 169 264 000 FCFA.

L'enveloppe prévue, relève le communiqué final des travaux, permettra à la mairie de Brazzaville de continuer à accomplir avec sérénité les défis publics qui s'imposent à elle, en matière d'aménagement urbain, de modernisation de la ville et d'amélioration des conditions de vie des citoyens, conformément à ses attributions. Un budget que le député-maire, Dieudonné Bantsimba, estime être réaliste pour le Conseil départemental et municipal.

« Après un travail méticuleux, nous avons réussi à doter notre ville d'un budget prudent, avec des objectifs précis et réalistes. Il s'agit d'un budget bâti autour des stratégies à même de nous permettre de relever les défis



Des conseillers municipaux à la clôture de la quatrième session ordinaire/Adiac

connus de tous et de traduire dans les faits notre plan d'action. Je suis persuadé qu'il s'agit du budget qu'il faut pour Brazzaville car il est porteur de grandes ambitions », a-t-il souligné.

Clôturant les travaux, Dieu-

donné Bantsimba a confié que le budget adopté a été conçu pour plusieurs raisons. Il s'agit, entre autres, d'améliorer les recettes municipales, de satisfaire les besoins fondamentaux des Brazzavillois, de renforcer les capacités

humaines et de réduire les nuisances dans la capitale en termes d'assainissement, de voiries urbaines et d'éclairage public.

Outre le budget, l'assemblée locale a aussi approuvé les sept autres délibérations, au

nombre desquelles celles portant la taxe sur l'enlèvement des épaves dans le périmètre urbain de Brazzaville et celle règlementant le droit d'occupation du domaine public.

Le Conseil départemental et municipal a aussi entériné les projets de délibération fixant les montants de certaines autorisations et portant gestion des parkings payants dans la ville capitale.

Des recommandations

Au-delà de tout, le Conseil a adopté quelques recommandations. Il demande, entre autres, la création d'une ligne de financement dans le budget 2024 libellée «Appui à la mise en place du plan de développement local» et de mettre en place une base de données fiables des contribuables par le biais d'un recensement.

De même, il exige l'installation d'une commission dédiée au suivi, au contrôle et à l'évaluation des différents projets exécutés ou en cours d'exécution dans le cadre de la mandature 2022-2027.

Firmin Oyé

LE FAIT DU JOUR

Un seul mot à la bouche

...Guerre, et même, guerre nucléaire. De par notre vaste monde en proie au doute, les esprits s'échauffaient une fois de plus la semaine dernière autour du conflit en cours depuis un peu plus de deux ans entre la Russie et l'Ukraine. Dans la mesure où l'éventualité de l'envoi de troupes sur le champ de bataille par les pays de l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) est évoquée, bien sûr que l'appréciation du conflit par les belligérants de jure ou de fait change.

Du côté des alliés de Kiev, les prises de position avancent l'hypothèse d'une déflagration qui pourrait toucher l'ensemble des pays de l'Union européenne appelés pour ainsi dire à se préparer à la guerre. Les observateurs rappellent pour leur part que si le monde s'offre une nouvelle guerre elle serait pire que les deux premières de triste mémoire, parce qu'elle sera indiscutablement nucléaire. La puissance des arsenaux dont disposent les Etats aujourd'hui dépasserait de loin celle des bombes larguées en 1945

sur les villes martyres japonaises d'Hiroshima et Nagasaki.

Il est vrai que jusqu'à présent, non seulement le doute persiste quant à la volonté de la Russie, toute seule, en plus de l'Ukraine, d'ouvrir d'autres fronts sur le Vieux continent dont elle est partie intégrante, mais des voix s'élèvent aussi, parmi les plus autorisées en Occident, pour prévenir contre un embrasement total. La nature des antagonismes actuels est évidemment dangereuse d'autant plus qu'il ne se profile à l'horizon aucune lueur de rapprochement de vues entre les parties.

La diplomatie dont l'une des missions, dans ce cas de figure, est d'arrondir les angles et trouver les voies de sortie pacifique à la crise est plombée par la politique. La prestigieuse fonction se vidant peu à peu de sa substance, il n'est pas exclu que par une poussée de ressentiments réciproques, un jour ou l'autre, Russes, Américains et Européens décident du renvoi, du retrait des fonctionnaires, ou de la fermeture de

leurs représentations diplomatiques chez le voisin, actant dans les faits l'absence de dialogue de haut niveau qui s'accroît chaque jour entre eux.

Ce tableau des relations internationales peu flatteur signifie-t-il pour autant que tout est perdu d'avance ? Peut-être pas encore quand bien même le tourment collectif est perceptible. Devant ce chaos en perspective, les arbitrages électoraux attendus cette année pourraient-ils jouer les sauveteurs ? En effet, les élections européennes se tiendront du 6 au 9 juin prochain ; une élection présidentielle a lieu en Russie ce mois ; en vue du rendez-vous du même type aux Etats-Unis d'Amérique en novembre prochain, les candidats potentiels sont entrés de plain-pied dans les primaires.

Pour ce qui est de la Russie, selon toute vraisemblance, le président sortant, Vladimir Poutine, part avec l'avantage de l'emporter. Quant aux « Européennes », il sera certainement question du rapport de force dans la maison

Union européenne entre deux courants : des eurosceptiques favorables au retour à une politique de restitution aux Etats membres de leur pleine souveraineté, et les autres, militants d'une Europe fortement intégrée. Aussi le lien est-il promptement établi pour toutes ces échéances avec la tournure des événements au pays de l'Oncle Sam où l'on prédit un deuxième duel haletant entre Joe Biden, locataire actuel de la Maison Blanche, et son prédécesseur, Donald Trump.

L'opinion des deux probables têtes de liste américains à la future élection présidentielle sur la relation avec l'Europe des 27 et son pendant, le conflit ukrainien, diverge. Celle du président russe sur les deux leaders n'est pas enthousiaste, mais peut-être que les positions pourront évoluer, que tout pourrait aussi dépendre de la situation sur le terrain en Ukraine. On le souhaite en faveur de la fin de cette guerre qui montre tout de même des signes d'usure.

Gankama N'Siah

MARCHÉ FINANCIER

Un appel à plus de transparence sur les émissions des bons du Trésor

La concertation des Trésors publics d'Afrique centrale et les investisseurs s'est achevée le 8 mars, à Brazzaville, sur un appel à la redynamisation du marché financier communautaire. Les participants ont insisté sur la transparence et la sincérité des informations fournies au marché et aux Spécialistes en valeurs du trésor (SVT) composés principalement des banques commerciales.

La neuvième session du Cadre permanent de concertation des Trésors publics de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CPC-TP-Cémac) visait à faire un état des lieux des différentes techniques d'émission au sein de l'espace communautaire et de la participation des investisseurs. Le thème de ces assises, « *Techniques d'émissions et amélioration du taux de participation des SVT* », illustre l'engagement des acteurs financiers.

Dans un contexte de difficulté de mobilisation des financements internationaux et de réduction des ressources extérieures, a souligné le président du CPC-TP-Cémac, Gatién Ondaïe Obili, la sous-région a dû se tourner vers le marché financier communautaire, combler le gap afin de permettre aux États de financer leurs projets de développement. Fin janvier dernier, l'encours s'établissait à 6 408,5 milliards FCFA, soit 9,2% du produit intérieur brut de l'ensemble de la zone Cémac.

La relance du marché financier de la Cémac implique qu'on



Le président du CPC-TP-Cémac s'adressant aux médias/Adiac

puisse réduire les disparités entre les Trésors publics des six pays membres (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad). La stratégie envisagée consiste à mobiliser « des coussins de sécurité » pour repousser des souscriptions des banques jugées coûteuses, parce que la

disparité réside dans le montant levé par chaque Trésor public et les coûts subis qui peuvent atteindre 10 à 15%.

L'un des défis est de parvenir à renforcer la performance du marché financier en termes de couverture des besoins et de coût des ressources. « *Pour réduire la disparité entre les*

Etats, la première chose c'est le comportement vertueux envers le marché, la sincérité des informations et le saut qualitatif vers la non accumulation des arriérés. Ces bonnes pratiques permettent à chaque Trésor public d'améliorer ses interventions sur le marché des titres publics et de lever des fonds suffisants »,

a estimé Gatién Ondaïe Obili.

Le repli des souscriptions observé depuis juin 2018 inquiète la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), qui appuie les Trésors publics dans la réorganisation de leurs activités. Le directeur national Congo de la BEAC, Serge Dino Daniel Gassackys, a insisté sur la mobilisation du marché financier animé par un réseau de plus de 101 SVT, alors que les amortissements en capital et intérêts attendus des Trésors publics devraient atteindre 2514 milliards FCFA cette année.

Les participants ont, pour cela, proposé d'élargir davantage la base des investisseurs au niveau régional et international ; de maintenir un environnement macroéconomique stable et attractif ; d'améliorer la collecte de l'épargne et sa réallocation vers les projets d'investissement propices à la consolidation de croissance économique ; de renforcer le rôle pivot du marché dans la mobilisation et l'allocation des ressources, en plus de la crédibilité de la signature souveraine.

Fiacre Kombo

CENTRE HOSPITALIER ET UNIVERSITAIRE

Le service de néonatalogie doté en matériel technique

Les femmes exerçant à la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), conduites par Noellie Tamaris Ngombé, cheffe du département communication, ont remis le 7 mars un lot de matériel technique et de produits pharmaceutiques au service de néonatalogie du Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville, pour renforcer la prise en charge des nouveau-nés qui y sont admis.

Le don fait par les femmes de la SNPC est composé des lampes tables photothérapie ou de réanimation, des couveuses ou incubateurs, des sondes, des cartons de médicaments spécialisés et d'un important lot de produits de première nécessité. Le matériel technique et médicaments remis permettront au service de néonatalogie de renforcer la prise en charge médicale, mais aussi la sécurité des quarante-et-un bébés qui y sont admis, et dont d'aucuns présentent les pathologies sévères et compliquées. Transmettant le don, les femmes de la SNPC ont précisé que le geste fait partie des réalisations que ne cesse d'opérer leur société à travers le pays, dans le cadre de sa responsabilité sociétale. L'objectif étant de contribuer, tant soit peu, au développement économique du Congo, mais aussi au bien-être social de sa population.

« *A l'occasion de la fête du 8 mars, il était important pour nous mamans et agents de la SNPC d'apporter notre contribution au service de néonatalogie du CHU, en y apportant du matériel technique médical, des produits pharmaceutiques.*

Une manière pour nous d'apporter de l'aide aux nombreux bébés en situation de détresse qui y sont admis », a souligné Noellie Tamaris Ngombé.

La cheffe de département communication de la SNPC a justifié le choix du CHU par le fait que ce complexe hospitalier, le plus grand du pays, accueille les enfants en provenance de tout le pays. Toutefois, elle a assuré que les femmes de l'opérateur pétrolier national étendront leurs actions de bienfaisance à travers le pays. Réceptionnant le don, le chef de service de néonatalogie du CHU, le Pr Gaston Ekouba, très ému du geste, a promis d'en faire bon usage afin que le matériel reçu serve durablement au plus grand nombre.

« *Je remercie infiniment les femmes de la SNPC pour ce don qui vient à point nommé renforcer le fonctionnement*



Quelques appareils techniques offerts par les femmes de la SNPC/Adiac

optimal de la néonatalogie. Un service stratégique qui gère les nouveau-nés dont d'aucuns souffrent des pathologies très sensibles. Ce don

vient à point nommé réduire le déficit en matériel et en médicaments de notre service. Nous allons en faire bon usage et nous atteler à ce qu'il

soit conservé selon les normes afin qu'il serve à tous les enfants qui y sont admis ici », a-t-il conclu.

Pour rappel, le service néonatalogie du CHU, où sont admis des enfants prématurés ou nés avec des pathologies sévères, a une capacité d'accueil de quarante-et-un lits, pour un taux de remplissage variant entre 60 et 80% selon les mois.

Firmin Oyé

« A l'occasion de la fête du 8 mars, il était important pour nous mamans et agents de la SNPC d'apporter notre contribution au service de néonatalogie du CHU, en y apportant du matériel technique médical, des produits pharmaceutiques. Une manière pour nous d'apporter de l'aide aux nombreux bébés en situation de détresse qui y sont admis »

FÊTE DU 8 MARS

La formation continue des femmes du CHU en débat

Une conférence-débat organisée le 8 mars à Brazzaville sur le thème « Amplification de l'action des femmes dans l'amélioration de l'offre de soins » a regroupé un parterre de médecins et le personnel médical du Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville. Elle a été animée par plusieurs intervenants parmi lesquels le Dr Mayanda, diabétologue.

La Journée internationale des droits des femmes a été célébrée au plan international cette année sur le thème « Investir en faveur des femmes : accélérer le rythme », et au plan national sur le thème « Intensifier l'autonomisation des femmes congolaises pour parvenir à l'égalité des sexes ». De ces deux thèmes, les femmes du CHU ont retenu l'amplification de leur action dans l'amélioration de l'offre de soins qui a fait l'objet de la conférence-débat.

Intervenant à propos, la diabétologue Dr Mayanda a présenté plusieurs notions sur l'ontogénèse des facteurs de risque constatés dans l'exercice de cette profession. Elle a, par ailleurs, revisité les différentes étapes en plusieurs grandes phases. La première, l'approche conceptuelle, notamment la formation continue pas seulement des paramédicaux mais aussi des médecins. « Il ne suffit pas d'avoir son diplôme et dire que je suis infirmier, je m'arrête là. Je vous exhorte toujours à chercher, à connaître, à savoir ; ayons toujours soif de



la connaissance... », a-t-elle conseillé.

Elle a poursuivi que depuis un mois, il y a une activité qui a été initiée par le chef de service de diabétologie, notamment la formation continue du personnel paramédical animée par des médecins spécialistes, en rap-

port avec l'expérience qu'elle a vécue. « A moi aussi, il m'est arrivé la même chose, je ne savais pas poser le capteur de glycémie, parce qu'ici ça ne se vend pas, et je ne l'ai jamais posé. Les analogues restent au Congo, je pense que ce personnel avait besoin de formation,

Les participantes à la causerie-débat/Adiac de savoir c'est quoi le diabète », a expliqué en substance le Dr Mayanda.

Le directeur général du CHU, le Pr Alexis Thierry Raoul Gombet, a félicité le Dr Mayanda pour son courage du fait qu'elle a parlé des faits vécus et pour son humilité. Il s'est dit satisfait de cet

échange puisque, selon lui, les participants sont allés au-delà des attentes. « Quand nous avons à prendre en charge la santé de la population, cela exige de notre part une rigueur professionnelle et morale. Et pour cette raison-là, c'est pour nous un devoir déontologique de maintenir un bon niveau de connaissances. Ces connaissances ne sont pas immuables, elles peuvent bien se renouveler », a indiqué le directeur général.

Signalons qu'au cours de cette journée, plusieurs thèmes ont été débattus, notamment « L'hypertension artérielle », par le Dr Mindzele, cardiologue; « Le cancer du sein », par le Dr Samantha, gynécologue obstétricienne; « Ethique et conscience professionnelle », par Priscilla Bakalas, directrice des Soins infirmiers, et Agnès Marie Laure Ossombo, chef de service GAP; « Harcèlement professionnel : droits et recours », par Lauriane Nguemali, cheffe de la section Ethique, et Françoise Filankembo, directrice des Ressources humaines.

Guillaume Ondze

Une conférence pour briser la peur

Vaincre la peur, susciter des vocations et encourager les femmes à sans cesse rêver grand, tel était l'enjeu de la table ronde organisée à Brazzaville par l'Union européenne en partenariat avec l'équipe France, le 7 mars, à l'Institut français du Congo.

Autour du thème « Investir dans les talents. Accélérer le rythme. Réinventer le monde », des femmes scientifiques, entrepreneuses, activistes, chanteuses, sportives, artisanes et agricultrices ont tour à tour pris la parole pour s'exprimer à cœur ouvert sur leurs choix, leurs parcours ainsi que leur engagement et leurs actions en faveur d'un meilleur accès des femmes à leurs droits. Parmi elles Dello Mita Naomie Merveille, Shadi Kaya Nzusi, Fernande Locko, Nestelia Forrest, Mildred Moukenga, Jessy B, Leticia Owao, Line Phamphile Lobaloba, etc. A travers la plupart des interventions, on réalise combien elles ont dû faire preuve de résilience face aux embûches sur leurs chemins. Pour l'Union européenne, comme a pu le rappeler Azaad Mante qui assurait la modération de ce temps de partage, il était très important de mettre en avant des dames et messieurs, « tout le monde » qui arrive à faire bouger les lignes afin de permettre à la société de s'identifier à ses héros et de l'emmener à croire qu'elle aussi en est capable.

Ainsi, plusieurs histoires ont retenu l'attention du public à l'instar de celle de l'artiste musicienne Jessy B, Prix Découvertes Rfi 2023, qui a relaté



combien c'était pénible pour elle de réaliser son rêve. En tant que fille d'un artiste, elle s'imaginait pouvoir être encouragée, une fois son talent découvert. Pourtant, ce n'était pas le cas. Pour vivre son rêve, elle devait jongler intelligemment entre sa vie d'écolière et les répétitions entre amis au studio ou encore la réalisation de freestyle. C'est à force de persévérance, qu'elle a fini par convaincre ses proches que la musique était ce dans quoi elle voulait se tracer une carrière musicale. Et ce trait de caractère, Shadi Kaya le dégage aussi car celle-ci, contrairement à d'autres femmes, est tombée amoureuse du bois avec lequel elle fait de la menuiserie, de la tapisserie, du design. Fière de sa vocation, elle estime que la

seule limite qui peut empêcher une femme de devenir ce qu'elle est, c'est elle-même. Oser et ne pas se fier au stéréotype est son cri d'alarme pour réinventer le monde. Actuellement, étudiante en première année de thèse doctorale à la Faculté des sciences et techniques en biologie moléculaire et immunologie appliquée, Dello Mita Naomie a failli abandonné à un moment de son parcours. La difficulté à lier la théorie à la pratique faute de matériels pédagogiques au sein de son établissement était la principale cause. De ce fait, elle rêvait d'obtenir une bourse pour poursuivre ses études à l'étranger. Inquiète car ne trouvant pas de bourse, la jeune femme visualisait déjà d'autres options pour son avenir jusqu'à

ce qu'elle rencontre le Pr Francine Ntoui et sa Fondation congolaise pour la recherche médicale (FCRM) qui encourage les femmes à étudier davantage les sciences car représentant un faible nombre par rapport aux hommes. C'est ainsi que Naomie a repris courage jusqu'à atteindre le stade où elle en est aujourd'hui. « C'est grâce à cette dame que j'ai fini par me rendre compte que c'était aussi possible de faire de la recherche ici au Congo. J'en profite de m'adresser aux autorités de renforcer les capacités au niveau des structures de recherche scientifique déjà existantes comme la FCRM, le Laboratoire national, l'Institut national de recherche en sciences de la santé... et d'amé-

liorer les conditions des chercheurs afin de vitaliser ce secteur », a-t-elle confié.

Présent à cette rencontre, l'ambassadeur de l'Union européenne au Congo, Giacomo Durrizzo, s'est félicité de la portée de ces échanges qui aura permis d'écouter des exemples concrets de femmes et aussi d'un homme qui se battent et qui ont abouti à des réalisations très concrètes dans leur engagement pour améliorer la condition de la femme ici au Congo. « J'espère que cette initiative va être utile pour beaucoup d'autres femmes qui vont faire tomber un peu plus la honte et la peur afin de laisser s'exprimer leurs vocations », a-t-il poursuivi.

Merveille Jessica Atipo

POTO-POTO I

Les femmes appelées à une prise de conscience

Le député de la première circonscription électorale de Poto-Poto, Rick Gérard Bokilo, au cours de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, a invité la gent féminine à saisir les opportunités qui se présentent à elle afin de jouer pleinement son rôle dans la société.

Le député Bokilo a réuni plusieurs femmes et jeunes filles des quartiers 31 et 32 en un seul endroit pour passer de bons moments conviviaux ensemble. Un grand moment d'exhortation pour une prise de conscience des femmes qui ont, ensuite, suivi un film retraçant la genèse de cette journée devenue au fil du temps le symbole du combat pour leur libération mais également un repère pour faire un bilan sur leur situation et leur participation à la vie politique, économique et sociale. « N'ayez pas peur, depuis le commencement de l'humanité, la femme a toujours été au cœur du développement social. La femme est incontournable à tous les niveaux de l'évolution de l'humanité. A vous de ne pas vous laisser faire, saisissez les opportunités qui se présentent à vous », a appelé Rick Gérard Bokilo.

En effet, la 114e journée internationale de la femme a été célébrée au plan mondial sur le thème « Investir en faveur des femmes : accélérer le rythme ». Selon le député de Poto-Poto I, la matérialisation de ce thème doit forcément requérir une action commune tendant à promouvoir des investissements en faveur des femmes, car il s'agit d'une question de droits humains nécessitant la mise en œuvre des financements inno-

vants tenant compte du genre. Concernant le thème national « Intensifier l'autonomisation des femmes congolaises pour parvenir à l'égalité des sexes », il a rappelé que le Congo est un des rares pays au monde où les droits des femmes sont garantis et bien protégés par la loi, notamment la Constitution. « Notre thème national de cette année est en parfaite symbiose avec les plaidoyers au niveau international. En effet, l'autonomisation de la femme congolaise doit consister à renforcer ses compétences au niveau de la vie courante, professionnelle et financière afin d'éliminer tous les obstacles à leur inclusion sociale, politique et économique dans l'optique de l'atteinte de l'objectif de l'égalité des sexes », a-t-il indiqué.

Partager équitablement les responsabilités au sein du couple

En dépit des avancées significatives accomplies par le Congo en matière de garantie des droits fondamentaux de la femme et de la jeune fille ainsi que de leur autonomisation, il reste encore du chemin à parcourir pour promouvoir le statut de la femme au regard des préjugés socioculturels inhérents à la société et de l'égalité entre homme et femme. Ainsi,



Le député Rick Bokilo entouré des femmes de Poto-Poto I/Adiac

pour changer cette considération erronée du statut de la femme, Rick Bokilo pense que la responsabilité de tous est interpellée, surtout celle de la gent féminine à faire bouger les choses. « Toutefois, notre souhait est que l'autonomisation de la femme, fondée sur l'égalité des sexes dans notre pays, puisse prendre en compte l'aspect du partage équitable des responsabilités au sein du couple afin d'améliorer leur statut au sein de leur famille et de leur environnement », a-t-il suggéré. Elle a précisé que le 8 mars ne devrait pas être seulement la fête des

pagnes et de jouissance, mais un repère important pour faire le bilan des victoires acquises et des échecs sur le chemin de la lutte pour l'éradication des injustices et des violences faites à l'égard des femmes.

Rick Gérard Bokilo a, enfin, interpellé l'exécutif sur la mise en œuvre des actions visant la réalisation de l'objectif d'égalité des sexes pour l'autonomisation des femmes congolaises, à travers, entre autres, l'adoption des politiques nationales de protection sociale et d'émancipation de la femme et de la jeune fille. « J'exhorte le gouvernement, pour l'avenir,

à adopter des budgets qui prennent en compte la dimension genre et qui mettent l'accent sur l'autonomisation de la femme », a-t-il conclu.

Une rencontre inoubliable pour les femmes de Poto-Poto I qui ont eu des mots justes pour remercier leur député. « Félicitations à notre député, nous sommes vraiment ravies pour son geste qui n'est pas le premier. Il a toujours été à nos côtés, que le bon Dieu lui apporte encore grâce pour qu'il poursuive son élan de solidarité en faveur des femmes », c'est exprimée Leticia Konda.

Parfait Wilfried Douniama

8 MARS 2024

Quand la sensibilisation rime avec la musique

À l'occasion de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, l'institut français du Congo a abrité un concert 100% féminin durant lequel Blessing, Mwassi Moyindo et Gypsie la tigresse ont mis en avant le talent de la femme dans le domaine de la musique, tout en délivrant des messages forts pour une meilleure condition de la femme dans le monde professionnel et dans la société.

C'est dans une ambiance musicale et chaleureuse que des femmes de diverses nationalités, venues des quatre coins de Brazzaville, ont terminé leur soirée du 8 mars à l'IFC. La première à monter sur scène était Blessing. Avec sa douce voix et sa touche de sensualité, l'artiste congolaise a fait vibrer le public au rythme de la rumba en interprétant des hits d'artistes célèbres, à savoir « Mario » de Franco Luambo, « Ikia » de Koffi Okomidé, « Nakei Nairobi » de Mbilia bel, « Lady D » de Fally Ipupa. Au terme de sa prestation, Blessing a invité les femmes à miser sans cesse sur le travail pour récolter le fruit qu'elle désire savourer car, pour elle, il n'y a pas de récompense sans sacrifice. Ainsi, elle exhorte à banir la facilité et le marchandage des opportunités afin de se faire respecter dans l'univers de la musique. Selon elle, la célébration de la Journée du 8 mars en est une belle expression de cette pensée. De la musique au slam avec



Le passage sur scène de la slameuse Mwassi Moyindo/Adiac

Mwassi Moyindo, le public a savouré tantôt au rythme de la rumba, tantôt au rythme de l'afro-fusion, des mots forts empreints de poésie, mettant sans cesse l'amour et l'acceptation de soi en avant. Avec professionnalisme, la slameuse congolaise a détaillé une partie de son répertoire discographique à travers les titres comme Ngiena, Zala yo, Louzolo, Samu mie, Wa yo. Artiste engagée, Mwassi Moyindo a également usé de sa voix pour exhorte les femmes à rester fortes et opti-

mistes malgré les aléas de la vie, particulièrement celles qui sont victimes de maltraitance et d'abus sexuels dans des pays en proie aux guerres. Par ce message, Mwassi Moyindo appelle les autorités internationales à trouver les solutions adaptées à ce fléau.

Le spectacle 100% féminin organisé par l'équipe France au Congo en partenariat avec la délégation de l'Union européenne et la société de téléphonie mobile MTN a été clos par Gypsie la tigresse. Débordante

d'énergie comme d'habitude, elle a fait bouger le public au rythme de la rumba et la salsa avec des titres comme 5 gigas, Nzombi, Africa, Amour de Nombakélé. Avec son brin de folie et d'humour, Gypsie a fait participer quelques spectateurs à travers une exhibition de la danse mopacho. En véritable woman show, Gypsie incarne la bravoure et l'audace de la femme congolaise à pratiquer la musique. Un secteur parsemé d'embûches qui demande

beaucoup de résilience même quand on est talentueuse. « Ça été un véritable plaisir d'assister à ce spectacle. Par leurs talents et leurs dynamismes, ces artistes féminines sont une véritable source d'inspiration. Seulement, en parlant de concert 100% féminin, j'aurai aimé voir aussi des femmes à la guitare, au piano, à la batterie, etc. », a confié Emmanuelle Ndinga, une jeune brazzavilloise de 24 ans.

Merveille Jessica Atipo

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

António Guterres salue les résultats obtenus dans la lutte pour l'égalité

A l'occasion du 8 mars, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a publié un message rendu par le représentant résident du Fonds des Nations unies pour la population, Victor Rokoto, qui a effectué le déplacement de Kinkala, chef-lieu du département du Pool, où il a assisté au défilé organisé pour la circonstance.

Dans son message, le secrétaire général des Nations unies a plaidé pour une accélération des progrès en matière de droits et d'égalité juridique. Pour les Nations unies, les femmes et les filles ont réalisé « des progrès considérables en renversant les barrières, en déconstruisant les stéréotypes et en montrant la voie du progrès vers un monde plus juste et plus égalitaire. Pourtant, elles se heurtent à d'immenses obstacles ». Sur le terrain, on observe que « des milliards de femmes et de filles sont marginalisées et font face à l'injustice et à la discrimination, tandis que l'épidémie persistante de violence à l'égard des femmes reste une honte pour l'humanité ».

« Notre monde porte encore les stigmates de millénaires de rapports

de force dominés par les hommes. Et les progrès sont remis en cause, avec des réactions virulentes contre les droits des femmes. Au rythme actuel, l'égalité juridique ne sera pas atteinte avant trois cents ans. Nous devons avancer beaucoup plus rapidement », a précisé António Guterres.

En cette Journée internationale des femmes, les Nations unies ont déclaré être aux côtés des femmes et des filles qui luttent pour leurs droits, et se sont engagées à accélérer les progrès. Le thème de cette année, investir en faveur des femmes, « nous rappelle que pour mettre fin au patriarcat, il faut mettre de l'argent sur la table », a indiqué le secrétaire général. Sur ce, les Nations unies invitent à soutenir les organisations de femmes qui sont



Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres

en première ligne de ce combat, à investir dans des programmes visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes et à favoriser l'inclusion et le rôle de premier plan des femmes dans

l'économie, les technologies numériques, la consolidation de la paix et l'action climatique. Pour cela, « il faut débloquer le financement du développement durable, afin que les pays disposent

des fonds nécessaires pour investir en faveur des femmes et des filles ».

« Nous devons également augmenter le nombre de femmes occupant des postes de direction dans les entreprises, la finance, les banques centrales et les ministères des finances. Cela peut contribuer à stimuler les investissements dans des politiques et des programmes qui répondent aux besoins des femmes et des filles », a assuré le secrétaire général des Nations unies, pour qui les droits des femmes constituent « un chemin sûr vers des sociétés équitables, pacifiques et prospères. Ils sont bénéfiques pour nous toutes et tous ». A cet effet, les Nations unies ont appelé à prendre « des mesures urgentes pour en faire une réalité ».

Yvette Reine Nzaba

Sensibilisation au leadership et à la culture africaine

La Maison russe, en partenariat avec les ateliers Zaba, a organisé le 8 mars à Brazzaville une conférence-débat sur la place des femmes dans la société ainsi que sur le rôle des artistes féminins. Le thème principal de cette rencontre entre les acteurs des droits des femmes a été « Libérer le potentiel : l'émancipation de la jeunesse féminine dans un monde en évolution ».

La conférence a réuni des femmes et filles issues de plusieurs secteurs de la société congolaise qui ont été édifiées sur l'histoire de la journée du 8 mars, les combats à mener, l'insertion sociale, la valorisation des cultures locales, le leadership féminin, la conservation des valeurs et la bonne interprétation de la notion de l'égalité.

La directrice de la Maison russe, Maria Fakhruddinova, a rappelé que son pays, la Russie, célèbre les droits des femmes depuis le début du XX^e siècle, valorisant toujours les talents féminins tout en gardant la place de l'homme. « Aujourd'hui, nous avons pensé fêter cette journée du 8 mars en organisant cette conférence. Nous voulons permettre aux participants de partager leurs expériences et d'échanger avec les panélistes sur les droits des femmes », a-t-elle expliqué.

Faisant la présentation du concept Zaba, l'artiste Maman Credo, directrice des ateliers et festival éponyme, a rappelé que la journée des droits des femmes est célébrée partout dans le monde mais la structure dont elle dirige a profité de l'occasion pour mettre en évidence



Quelques participants après la conférence/Adiac

l'art au féminin, à travers la valorisation du savoir-faire des femmes et filles artistes. Plusieurs sujets liés à l'épa-

nouissement de la jeune fille ont été abordés lors de cet échange interactif. Il s'est agi, entre autres, de « Jeunesse et nu-

mérique », « Réussir la carrière et développer le leadership », « Insertion des jeunes cadres », « La jeune fille et l'entrepreneu-

riat » puis « Parité, égalité sans perdre nos valeurs ».

À travers cette conférence, les panélistes et artistes ont sensibilisé les participants aux droits, devoirs et combats que mènent les femmes artistes. Il sied de noter que Zaba est un mot kikongo qui signifie « connaître » en français. C'est la rencontre de la culture congolaise avec la culture africaine dans l'information et la formation dans le secteur culturel et pour l'autonomisation des femmes.

Rude Ngoma

La directrice de la Maison russe, Maria Fakhruddinova, a rappelé que son pays, la Russie, célèbre les droits des femmes depuis le début du XX^e siècle, valorisant toujours les talents féminins tout en gardant la place de l'homme.

REMERCIEMENTS

Les familles Issoïbeka et Dzoma, remercient
 Son Excellence Monsieur le président de la
 République, chef de l'Etat et son épouse
 Madame Antoinette Sassou N'Guesso ,
 Le Premier ministre, les membres du
 gouvernement,
 Les membres des autres institutions
 constitutionnelles,
 L'archevêque de Brazzaville, les amis et
 connaissances.
 Pour leur assistance multiforme, l'amitié, et
 l'affection témoignées lors du décès de leur fils,
 frère, papa, oncle et grand-père M. Pacifique
 Issoïbeka, ancien ministre de l'Economie, des
 finances et du Budget survenu le mercredi 31
 janvier 2024 à Paris en France et inhumé le
 samedi 2 mars 2024 au cimetière du Centre-Ville
 de Brazzaville.
 Dieu a donné, Dieu a repris.



DERRIÈRE CHAQUE GRAND PROJET SE CACHE UN BON CONSEILLER

AU SERVICE DU FINANCEMENT
 DES ÉCONOMIES



EMERALD
 SECURITIES SERVICES

EMERALD SECURITIES SERVICES est le premier groupe financier indépendant originaire de la zone CEMAC, à mettre à votre service, une société de conseils stratégiques et financiers, une société d'intermédiation financière et une société de gestions d'actifs agréées.



<http://www.emeraldsecuritieservices.com>

La 3^e édition de la Campagne «**Ces Femmes qui Transforment**» encourage l'épanouissement des jeunes filles congolaises



22 22
* Appel facturé au tarif en vigueur selon l'opérateur

f X in @
CONGO TELECOM

Depuis mars 2022, Congo Telecom s'engage activement à valoriser le rôle crucial joué par les femmes congolaises dans le développement du Congo. La campagne institutionnelle « Ces Femmes qui TRANSFORM », qui tire son nom du plan stratégique global de l'opérateur historique, baptisé « TRANSFORM », est une initiative qui a pour objectif de mettre en lumière des femmes inspirantes, qui par leur travail et leur engagement dans divers domaines d'activités, contribuent de manière significative à l'essor économique, social et culturel du Congo.

La 3^e édition de cette campagne a été officiellement lancée le mardi 5 mars 2024, au Lycée de la Révolution à Brazzaville.

Placée sous le thème « Investir sur la jeune fille pour un avenir meilleur », l'édition 2024 de cette campagne s'étendra tout au long du mois de mars. Elle se démarque des précédentes, en ciblant principalement les jeunes filles congolaises, en réponse à la volonté du Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, de dédier l'année 2024 à la jeunesse.

Aussi, le mardi 5 mars 2024, près de 300 jeunes filles du Lycée de la Révolution ont échangé avec l'équipe de Congo Telecom sur divers sujets liés à leurs parcours professionnels, leurs rôles et leurs efforts déployés pour atteindre leurs objectifs professionnels.

Lors du lancement de cette 3^e édition, Madame Essima LEKOUNDZOU, Cheffe de Cabinet

Directeur Général de Congo Telecom, a souligné la volonté de l'opérateur historique de « créer un environnement communautaire propice à l'acquisition de toutes les informations nécessaires à l'épanouissement, la formation et l'insertion professionnelle des jeunes. »

Cette campagne aspire également à mettre en lumière auprès des jeunes filles congolaises, toutes les opportunités de carrière qui s'offrent à elles, tout en encourageant la diversification des modèles professionnels, y compris dans des secteurs souvent perçus comme « masculins ».

En plus de la tournée prévue dans les écoles de Brazzaville, la campagne inclura la diffusion des sessions de partage entre les lycéennes et

les salariées de Congo Telecom, sur divers médias télévisuels et réseaux sociaux. De plus, des sessions de formation dans le secteur du numérique seront organisées, visant à doter les élèves des lycées visités, des compétences nécessaires pour les métiers émergents.

Congo Telecom, à travers cette initiative, démontre son engagement à soutenir l'éducation, l'autonomisation et l'épanouissement professionnel des jeunes filles congolaises, tout en contribuant à la création d'une société plus inclusive et équitable.



Madame la Cheffe du Cabinet du DG ainsi que quelques femmes de Congo Telecom, posant aux côtés du proviseur et les élèves du lycée de la Révolution.

FRANCE

L'ACPE facilite le retour au Congo des compétences congolaises

Sous l'impulsion de son ministre de tutelle chargé de l'Emploi, Hugues Ngouélondélé, l'Agence congolaise pour l'emploi (ACPE) rendra son déploiement effectif en France à partir du 27 mars, avec l'ouverture d'un bureau officiel à Paris pour le recrutement auprès de la diaspora congolaise.

L'ouverture prochaine d'un bureau de l'ACPE à Paris 16e, dans les locaux de la rue Scheffer, est la résultante des travaux du premier Forum européen de recrutement de la diaspora congolaise qui s'était tenu les 9 et 10 novembre 2021 à Issy-les-Moulineaux en France.

Entre les représentants de l'État congolais et les entreprises ayant participé à cette rencontre, l'objectif était de passer en revue les informations à mettre à la disposition de la diaspora quant aux évolutions en matière d'emploi au Congo et de devoir faciliter la mise en relation des Congolais de l'étranger avec les entreprises locales.

Désormais, expliquent les initiateurs, ce déploiement s'effectue avec une vision ambitieuse sous la direction de Wilfrid Bitsi afin d'établir un pont entre la France et le Congo. « C'est une expansion qui revêt une importance particulière pour les Congolais de la diaspora qui, forts de leurs expertises acquises à l'étranger, peuvent envisager un retour au pays en contribuant ainsi au développement de la République du Congo », ont-il justifié. En décortiquant l'importance de cette initiative en faveur de la

diaspora, ils mettent en avant cinq paramètres majeurs.

Premièrement, valoriser les compétences acquises à l'étranger par leurs compatriotes. De son bureau de Paris, l'ACPE aura la mission de jouer un rôle crucial en reconnaissant et en valorisant ces compétences en tenant compte du contexte international. Cela encouragera les professionnels expatriés à considérer le retour au Congo comme une opportunité de mettre à profit leurs expertises dans un cadre qui reconnaît et apprécie la diversité des compétences, ont-ils estimé.

Deuxièmement, ce bureau de liaison simplifiera le processus de retour pour les Congolais de la diaspora en leur offrant un soutien dans la recherche d'opportunités professionnelles. Il aidera à l'adaptation aux conditions locales et à la compréhension des besoins du marché du travail congolais, facilitant ainsi une transition fluide et encourageante au retour des candidats. Troisièmement, ce retour des professionnels expérimentés constituera une contribution directe au développement économique local. Les différents candidats retenus pourront jouer un rôle-clé dans le renforcement des secteurs cri-



tiques de l'économie congolaise en stimulant ainsi la croissance et l'innovation.

Quatrièmement, ce sera l'occasion de renforcer les liens entre la diaspora et le pays d'origine. Ainsi, s'établira l'instauration d'une connexion solide entre les expatriés face aux réalités locales leur permettant d'obtenir un échange fructueux de connaissances, d'idées et d'expériences.

Cinquièmement, l'ACPE prévoit de promouvoir un environnement inclusif où les compétences internationales seront accueillies et mises à profit. Une manière concrète

d'envoyer un message fort aux Congolais de la diaspora en les invitant à considérer le retour au Congo comme une option en tous points viables. Également, elle relaie le témoignage de l'État congolais quant à la reconnaissance du rôle essentiel qu'ils peuvent jouer dans le développement du Congo. « Cette ouverture du bureau en France représente une opportunité inestimable pour les Congolais de la diaspora de revenir au Congo et d'y apporter leurs compétences », ont confié les initiateurs. Et d'estimer que « cette synergie entre la diaspora et le Congo

élargit les horizons du développement, créant un cercle vertueux propice à l'épanouissement individuel et à la prospérité nationale ». Le ministre Hugues Ngouélondélé, lors de sa dernière visite de fin de travaux des locaux à Paris en fin d'année dernière, en compagnie du Premier ministre Anatole Collinet Makosso, a fait savoir : « Cela apportera l'égalité des chances parce qu'en réalité, ici en Europe, à Paris particulièrement, nous avons beaucoup de jeunes congolais diplômés qui, malheureusement, laissent la place aux autres. »

Face aux critiques des détracteurs de ce projet, l'ACPE répond par le fait qu'elle constitue une structure mise en place pour permettre aux compatriotes de la diaspora d'être en contact avec les entreprises locales. Elle accomplit ainsi sa mission première, celle de faire son travail d'intermédiation entre les demandeurs d'emploi et les entreprises. Ouvrir une agence en France, cela ne représente pour elle qu'un segment bien particulier destiné à aller recruter au niveau de la diaspora les cadres que les entreprises ont des difficultés à trouver localement.

Marie Alfred Ngoma

DIPLOMATIE

Paris veut renouer ses relations avec l'Afrique

Le président français, Emmanuel Macron, a dépêché un émissaire en Afrique pour discuter afin de renouer et de développer les relations avec ce continent et construire une image positive.

Après sa nomination le 6 février dernier comme envoyé spécial du président français pour l'Afrique, Jean-Marie Bockel a commencé son premier voyage dans quatre pays : le Tchad, le Gabon, le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Le 7 mars, il a été reçu à N'Djamena par le chef de l'Etat tchadien, Mahamat Idriss Deby. Les deux autorités ont discuté des perspectives de coopération et de développement du partenariat militaire et sécuritaire entre le Tchad et la France.

« Le président nous a longuement écoutés avec beaucoup d'intérêt, mais il nous a également présenté sa vision de ce pays, de la situation régionale et des problèmes auxquels il est confronté », a déclaré Jean-Marie Bockel, ajoutant : « Il est nécessaire de poursuivre les discussions et le dialogue avec les autorités tchadiennes sur les questions militaires et sécuritaires ».

Il a également expliqué la mission qui lui a été assignée par l'Elysée. « La mission de la



Jean-Marie Bockel

France est actuellement de renouer et de développer les relations avec les pays africains et de construire une image positive », a-t-il dit. L'envoyé spécial a aussi fait savoir que

« La mission de la France est actuellement de renouer et de développer les relations avec les pays africains et de construire une image positive »

le concept d'Afrique française est devenu une chose du passé, soulignant que sa mission est de renouer les relations, en tenant compte des aspects économiques, culturels, éducatifs, humanitaires, d'investissement et de coopération en matière de défense, tandis que les relations de sécurité et de défense ne sont qu'un aspect.

Depuis quelques années, la France est en perte d'influence en Afrique. Chassée de la Centrafrique, du Mali, du Burkina Faso et du Niger, alors qu'elle était engagée dans la lutte contre le terrorisme, la France se voit ravir la vedette par la Russie qui intensifie son partenariat avec les pays cités et bien d'autres en Afrique. Chose que Paris ne supporte pas et s'active à mettre en œuvre de nouvelles stratégies, pour redorer le blason en ce qui concerne son image taxée de négativité en Afrique, mais aussi et surtout, renforcer sa coopération avec ce continent.

Noël Ndong

ITB BERLIN

Les jalons posés pour développer le tourisme au Congo

Le salon mondial du tourisme ITB Berlin s'est terminé le 7 mars. 170 pays y ont participé dont la République du Congo.

A l'heure des bilans, pour les organisateurs du salon ITB à Berlin, le succès - près de 180 000 visiteurs - témoigne de la vitalité de ce secteur. 4 500 exposants, parmi lesquels l'ensemble des pays d'Amérique latine, avaient répondu présent, tandis que l'Afrique occupait deux pavillons pleins.

Un optimisme porté dès le premier jour lors de la cérémonie d'ouverture par Julia Simpson, présidente du Conseil mondial du tourisme, qui avait donné le ton en avançant quelques indicateurs prometteurs. « Le secteur des voyages et du tourisme devrait représenter plus d'un emploi sur neuf dans le monde d'ici à 2033, contribuant à 11,6 % du produit intérieur brut mondial. Cette prochaine décennie verra le tourisme croître deux fois plus vite que l'économie globale... », a-t-il assuré.

Un pronostic rassurant et cet optimisme aura été partagé unanimement sur le stand de la République du Congo piloté par le ministère en charge du tourisme qui avait ouvert son espace aux opérateurs du pays, affichant en majesté le fleuve Congo et sa forêt luxuriante. Certes le stand était moins spacieux que certains de ses voisins comme l'Afrique du Sud mais il n'en était pas moins animé, très beau et surtout convainquant.

Car le Congo ne manque pas d'atouts ! Interviewée sur le stand par la chaîne américaine Disco-

very de Warner Bross et le média français Le Petit Futé magazine, la ministre Lydie Pongault n'a pas manqué d'en rappeler les points forts, sa vaste forêt équatoriale riche d'une faune et d'une flore exceptionnelles, ses parcs classés au patrimoine de l'Unesco Odzala-Kokoua et Conkouati-Douli, le fleuve Congo et ses affluents ainsi que son littoral, ses villes bien sûr et ses départements, « son peuple accueillant, généreux porteur d'une culture riche de traditions ». Art, danse, musique, gastronomie... « sans oublier ses écrivains et la

paix, un atout majeur pour le développement économique et la sécurité des touristes... ».

Quelles attentes pour développer le tourisme au Congo ?

Pour les observateurs du secteur, la demande s'oriente vers des pratiques touristiques durables et des expériences de voyage personnalisées et immersives, mais aussi fluides pour les voyageurs. « Dans ce sens, notre priorité est d'améliorer le mieux possible nos aires protégées pour accueillir nos visiteurs dans les meilleures conditions. Nous souhaitons également développer le tourisme de mémoire », a ajouté la ministre en évoquant le mémorial de Loango.

L'accueil, le service figurent de fait en tête des préoccupations. C'est ce qu'ont pu observer sur place Vick Cheirick Bakala du Pefaco hôtel Maya Maya et Placide Obami Nguie du site touristique de Ngabé. La santé (les vaccins en particulier), la sécurité notamment sont des questions récurrentes formulées au salon de Berlin. Une dernière interrogation liée à la confusion souvent faite avec le Congo voisin. « Il importe de contrer ce qui se dit sur les réseaux sociaux par davantage de communications », considère Placide Obami Nguie. Tandis que Vick Cheirick Bakala insiste sur la qualité de l'accueil des touristes à leur arrivée sur le sol congolais et la problématique des

visas souvent considérée comme un frein. Faut-il mettre en place des visas gratuits comme le font certains pays d'Afrique ou pratiquer une politique de e-visa facilement disponible en ligne ? La question est posée. Et le Congo n'est pas le seul pays à s'interroger à ce sujet.

Tous deux observateurs du secteur en tant qu'opérateurs de terrain estiment désormais nécessaire pour la profession (tours opérateurs, hôtels, agences de voyage...) de travailler main dans la main pour proposer des packages adaptés aux attentes des visiteurs, mieux structurer les moyens et avancer avec plus d'efficacité.

Pour Simplicie Guemole Ibara, directeur général par intérim du ministère, ITB marque un tournant. « Nous avons reçu beaucoup de monde sur le stand, multiplié les contacts et les intentions de voyages dans le cadre de circuits touristiques, entendu les attentes, maintenant, à nous de concrétiser tout ce qui s'est dit au salon et d'étudier comment améliorer le tourisme au Congo », a-t-il promis.

Les réponses, elles, sont déjà à l'étude : proposer des supports touristiques, réduire le coût des voyages ou encore travailler ensemble entre opérateurs du secteur en synergie étroite avec l'Office de promotion de l'industrie touristique pour proposer des circuits, organiser des activités attractives.

Le chantier est vaste mais offre des perspectives bien réelles. A Berlin, sur le stand du Congo, chacun en était convaincu.

De notre envoyée spéciale à Berlin Julia Ndeko



La vaste forêt équatoriale riche en faune et en flore DR

TOURISME

Quatre pays africains parmi ceux ayant les plus beaux paysages

La reprise du tourisme devrait se confirmer cette année et ne manquera pas de profiter à certains pays disposant d'atouts à même d'attirer les touristes, la beauté de la nature en fait partie. Insider Business a établi la liste des quarante et un pays dotés des plus beaux paysages au monde dont quatre sont africains.

Faune, flore, belles plages, qualité des eaux, géographie exceptionnelle, le milieu aquatique..., le tourisme nature est en plein essor, décuplé ces dernières années par la volonté de préserver durablement les écosystèmes naturels. Un atout que certains pays mettent avant pour attirer de plus en plus de touristes. Le site Insider Business a passé en revue les atouts naturels de quarante et un pays au monde pour établir son classement mondial des pays gâtés par la nature. Pour établir sa liste, Insider Business s'est fondé sur quatre facteurs caractéristiques: la popularité de la diversité des paysages, l'existence d'une grande biodiversité, l'existence de monuments emblématiques qui attirent des visiteurs du monde entier et l'existence de nombreuses voies navigables tranquilles. Un classement est effectué et des notes sont attribuées à chacun des pays classés. Au niveau mondial, la Suisse est considérée comme le pays ayant de magnifiques paysages avec un score de 100, suivie de la Nouvelle-Zélande (98) et de la Norvège (97). Sur le classement de ces pays disposant des plus belles natures,

quatre sont africains: le Kenya, l'Afrique du Sud, l'Égypte et les Seychelles.

Le Kenya et sa vallée du Grand Rift (16e, score de 81)

Le Kenya figure au premier rang des pays africains les mieux dotés en beauté de la nature. Au-delà de ses complexes hôteliers et ses camps de safari, c'est un pays qui dispose d'atouts naturels exceptionnels. La vallée du Grand Rift est une destination à nulle autre pareille pour les passionnés de la faune sauvage. De ce lieu, on peut observer les mammifères emblématiques du continent dont les Big five -lion, buffle, éléphant, léopard, rhinocéros-, les girafes, les hyènes, les gnous et une abondante espèce d'oiseaux qui font la singularité de la faune de ce pays d'Afrique de l'Est. Outre la vallée du Grand Rift, le mont Kenya, le second plus haut sommet d'Afrique après le Kilimandjaro, offre des paysages à couper le souffle avec des lacs glaciaires et des pentes boisées luxuriantes.

Afrique du Sud: parcs naturels et faune aquatique (18e, score de 79)

L'Afrique du Sud, à l'instar du Kenya,

est une destination phare du tourisme de safari en Afrique. Contrairement au Kenya où les animaux sont à l'air libre, en Afrique du Sud, on les trouve surtout dans des parcs dont le plus célèbre est le parc national Kruger. Au-delà des paysages naturels, les amoureux de la faune aquatique peuvent se donner rendez-vous à Boulders Beach. L'Afrique du Sud présente un écosystème diversifié: désert, dunes boisées, plages sauvages, savanes et récifs coralliens. La nation arc-en-ciel est aussi connue pour ses belles plages dorées qui bordent l'océan indien.

Les incontournables pyramides de l'Égypte (39e, score de 43)

L'Égypte figure naturellement dans ce classement grâce à sa riche histoire, de ses magnifiques monuments antiques parmi lesquels les pyramides de Gizeh, les temples de Louxor... qui attirent les visiteurs du monde entier. La plus grande et la plus emblématique est la pyramide de Khéops, un monument de plus de 4500 ans, qui fait partie des sept merveilles du monde antique et est classée au patrimoine mondial de

l'humanité. L'Égypte, c'est aussi des paysages diversifiés du delta du Nil au désert du Sahara et de l'attrait intemporel du Nil, un fleuve qui a fait de l'Égypte antique une grande civilisation.

Les Seychelles ou la parfaite carte postale (41e, score de 40)

L'archipel des Seychelles et ses 116 îles et îlots naturels et artificiels offre des paysages époustouffants. Chacune de ces îles a une expérience de plage, de faune et de flore différentes et de formations rocheuses spectaculaires. La nature a été généreuse en plages immaculées, en îles paradisiaques où vivent une faune et une flore unique au monde. Une véritable carte postale que visite chaque année l'équivalent de plus de trois fois la population du pays. Plages de rêve, îles paradisiaques, réserves naturelles, récifs coralliens, forêts tropicales. Les Seychelles sont une destination unique à la beauté naturelle avec sa faune exotique dont les tortues géantes, une forêt tropicale luxuriante, plus de 120 espèces d'oiseaux.

Noël Ndong

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

Un culte œcuménique pour implorer la paix dans l'Est

Le mot d'ordre de la ministre du Genre, Famille et Enfants demandant à toutes les femmes de s'habiller pour la circonstance en noir, signe de deuil en mémoire des victimes de la guerre injuste imposée à la République démocratique du Congo (RDC) par le Rwanda à travers ses supplétifs du M23, a été scrupuleusement respecté le 8 mars marquant la célébration de la Journée internationale des droits des femmes.

Toutes les femmes venues de différents horizons ont été de noir vêtues lors du culte œcuménique organisé à Kinshasa en la cathédrale protestante du Centenaire. Plusieurs membres du gouvernement conduits par le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, y ont pris part. Le culte a été marqué par des moments de prières intenses, adorations et déclarations pour implorer la grâce de Dieu, maître de l'armée céleste, afin de mettre fin à la guerre et soutenir le président de la République dans ses efforts de restauration de la paix.

A tour de rôle, des prières puissantes ont été faites par la ministre du Portefeuille et le représentant des églises de réveil. Le Premier ministre a encouragé les femmes pour cette

initiative et témoigné du soutien du chef de l'État, initiateur de la masculinité positive. Dans son mot, Jean-Michel Sama Lukonde a rendu grâce avant tout grâce à Dieu, poursuivant: «Il m'a été demandé de donner un mot d'encouragement et j'aimerais d'abord m'adresser à son excellence monsieur le président de la République, chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo que je représente ici ce jour, pour son double combat. Combat pour la paix dont il ne ménage aucun effort. Je salue toutes les prières qui sont venues pour l'encourager dans cette quête pour la paix dans le pays. Ensuite, combat pour les droits de la femme, comme il le dit si bien, il est le symbole pour la masculi-

nité positive et je pense qu'à ce titre, il mérite d'être ovationné. Il ne cesse de se battre pour les femmes, pour leur représentation et, je crois que toutes les femmes réunies aujourd'hui doivent continuer à le soutenir», a déclaré le Premier ministre.

Pour lui, en cette date du 8 mars, les femmes doivent continuer à faire monter leur plaidoyer afin d'encourager le chef de l'État dans cette quête non seulement de la représentation mais surtout de la paix. Il a également rappelé l'objectif de cette célébration. «On a rappelé ici toutes les violences que nous connaissons dans le pays, où nous voyons nos femmes, nos filles, violentées, où nous voyons nos femmes et nos filles en errance à cause

de cette guerre injuste, qui nous est imposée par le Rwanda à travers ses supplétifs du M23. Et je crois que les cris et prières qui ont été donnés ici seront entendus pour que finalement les bruits de bottes cessent dans cette partie du territoire national et partout ailleurs aussi où nous vivons des violences», a ajouté Jean-Michel Sama Lukonde.

Le mot d'encouragement du chef du gouvernement a été précédé par les allocutions de la représentante de la société civile et la représentante de la ministre du Genre, Famille et Enfants. La représentante de la société civile a reconnu les efforts du gouvernement pour la représentativité des femmes en son sein. La ministre de la Culture, Arts et Patrimoine, qui

a représenté celle du Genre à cette célébration, à son tour, a fait un plaidoyer allant dans le sens de rappeler tous les États du monde à renforcer le statut de la femme qui est considérée aussi comme actrice du développement durable pour l'amélioration de son vécu quotidien. Signalons que cette journée a été célébrée sur le thème international «Investir en faveur des femmes, accélérer le rythme». En RDC, selon le contexte et les enjeux en présence, le ministère du Genre, après concertation avec les plateformes des organisations des femmes, a retenu le thème national «Accroître les ressources nécessaires en faveur des femmes et des filles dans la paix pour un Congo paritaire».

Blandine Lusimana

1^{er} FORUM DE LOMÉ SUR LA SANTÉ INFANTILE

Une séance de restitution organisée à Kinshasa

La République démocratique du Congo (RDC) a pris part au forum de Lomé, au Togo, sur le « Rôle et responsabilités des médias dans la promotion de la santé infantile, la vaccination et la nutrition des enfants en Afrique », organisé par le Réseau des médias africains pour la promotion de la santé et de l'environnement (Remapsen), grâce à l'appui des partenaires dont l'Unicef. Par souci de redevabilité, le Réseau des journalistes amis de l'enfant (RJAE) a restitué récemment ce forum à l'intention de ses membres.

La RDC a été représentée à la rencontre régionale de Lomé par le vice-président du Remapsen, Prince Yassa, et la coordinatrice du Remapsen-RDC, Constance Mananga, tous deux journalistes et membres du RJAE. Animée principalement par Prince Yassa et Constance Mananga.

Ouvrant la séance de restitution, la coordinatrice nationale du RJAE, Bibiche Mwika, a rappelé les objectifs du premier forum de Lomé sur la santé infantile qui visait à impliquer les médias dans la promotion de cette santé, la vaccination et la nutrition en Afrique de l'Ouest, du centre et au-delà. Cette restitution a permis aux participants de comprendre le rôle capital des médias dans la promotion de la santé infantile, la vaccination et la nutrition.

L'un des deux animateurs principaux de cette restitution, Prince Yassa a expliqué que les médias sont des partenaires importants dans le changement de comportement de la population face aux nouveaux défis en Afrique. Ce forum, a-t-il renchéri, a apporté une plus-value dans leur façon de travailler en tant que journalistes pour sauver les vies des enfants.

«Je suis sorti de ce forum armé, j'ai suffisamment des matières. Cette formation a renforcé mes capacités dans la rédaction des articles à caractère humain... », a-t-il laissé entendre. Des propos soutenus par sa co-équipière, Constance Mananga, qui a lancé un appel aux journalistes à œuvrer pour l'intérêt de l'enfant.

Revenant sur le déroulement des assises de Lomé, Prince Yassa a souligné que cette rencontre a accouché d'importantes recommandations pour améliorer la santé de l'enfant. C'est ainsi qu'il a été recommandé aux gouvernements d'impliquer les coordinations nationales du Remapsen dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies nationales et des plans d'actions opérationnelles de lutte contre les maladies infantiles et de promotion de la vaccination ainsi que de la nutrition; d'appuyer les coordinations nationales du Remapsen à élaborer des plans de communication pour assurer une meilleure promotion de la vaccination et de la prévention des maladies infantiles.

L'Unicef, pour sa part, a été appelée à faciliter la mise en place des mécanismes de collaboration; de faciliter la recherche de partenariat avec d'autres organisations impliquées dans les questions de santé infantile, la vaccination et la nutrition; d'appuyer le comité exécutif du Remapsen dans sa mission de coordination et de promotion de la vaccination et de la prévention des maladies infantiles en Afrique de l'Ouest et du centre, par des sessions de formation et de renforcement des capacités des journalistes des pays membres du réseau.

Quant au comité exécutif du Remapsen, il lui a été recommandé d'assurer le suivi de la mise en œuvre de ces recommandations; de veiller à ce que les participants fassent régulièrement des productions médiatiques sur les trois thématiques



Des journalistes membres du RJAE lors de la séance de restitution DR

exploitées, à savoir la santé infantile, la vaccination et la nutrition.

Les coordinations nationales, pour leur part, ont été appelées à appuyer les programmes de santé infantile de chaque pays dans leurs activités de communication; d'assurer la coordination et la documentation des productions médiatiques des membres du réseau.

Des exposés

Trois thématiques ont constitué le socle de ce premier forum sur la promotion de la santé de l'enfant en Afrique, à savoir la santé infantile, la vaccination et la nutrition. La communication inaugurale, animée par le Dr Alexandre Boo du bureau régional de l'Unicef à Dakar, au Sénégal, avait porté sur l'état des lieux de la santé infantile en Afrique de l'Ouest et du centre. Il a expliqué les principales maladies infantiles en Afrique, leurs causes, leurs conséquences sur la vie et le développement des enfants et

les actions à mener.

L'autre thématique, «Les soins de santé primaire et la santé communautaire pour l'accès équitable et la qualité des soins», a été décortiquée par le Dr Claude Ngabu, également du bureau régional de l'Unicef à Dakar.

Il a démontré que la vaccination reste incontournable pour sauver des vies des enfants, reconnaissant, par ailleurs, que même si les efforts ont été ralentis pendant la covid19, l'Unicef et d'autres partenaires sont toujours à l'œuvre afin de rattraper les enfants qui n'ont pas été vaccinés pendant cette période. Tout en déplorant le nombre élevé des enfants dits zéro dose dans certains pays africains, le Dr Claude Ngabu a reconnu que l'introduction de nouveaux vaccins est confronté à bien de défis. Néanmoins, a-t-il fait savoir, le vaccin reste le moyen sûr et efficace pour contrôler et éradiquer les maladies telles que la rougeole, la polio mais aussi le paludisme dans certains pays

africains qui ont déjà introduit ce vaccin.

Une autre thématique toute aussi importante sur la nutrition des enfants en Afrique de l'Ouest et du centre a été développée par le point focal de l'Unicef basé à Dakar au bureau régional. Selon lui, il s'observe malheureusement un grand retard de croissance et émaciation chez les enfants en Afrique de l'Ouest et du centre. La situation est surtout catastrophique pour les enfants qui sont dans des zones de guerre et de conflit.

A la clôture de ce forum, des prix ont été remis aux journalistes et autres personnalités qui se sont distingués dans la promotion de la santé de l'enfant. Il s'agit de prix Brigitte-Mopané des meilleurs journalistes en santé, prix Thibault-Adjibodin des meilleurs Journalistes en environnement; prix Michel-Sidibé des meilleures coordinations pays du Remapsen et prix spécial Faure-Gnassingbé.

B.L.

HÔPITAL GÉNÉRAL ADOLPHE-SICÉ

Des femmes édifiées sur leur rôle dans la société

Une séance thématique a été organisée, le 7 mars, par les femmes de l'hôpital général Adolphe-Sicé de Pointe-Noire, à la faveur de la Journée internationale des droits des femmes.

« Investir en faveur des femmes, moteurs de croissance et de développement », tel a été le thème qui a réuni les femmes médecins, infirmières, sages-femmes, techniciennes de surface à l'initiative de la direction des soins infirmiers, médicotéchnique et de la réadaptation.

« Cette journée est un moment de conscientisation et de réflexion portant sur les droits des femmes. Il faut faire de cette réflexion le socle même du changement des mentalités pour créer une société équilibrée qui prenne en compte l'égalité des sexes et les droits des femmes », a dit Audrey Natacha Ndzota Mabengué, directrice des Soins infirmiers, medico technique et de la réadaptation à l'hôpital général Adolphe-Sicé. « Les femmes sont reconnues comme les êtres les plus vulnérables de la société. Elles constituent la majorité des personnes pauvres de la planète. Il faut donc que les femmes



La photo souvenir à la fin de la journée thématique/Adiac

se lèvent pour dire non aux inégalités faites à leur égard. Nous devons toujours agir davantage pour mériter le regard particulier de nos autorités et des populations à tous les niveaux de notre vie professionnelle », a ajouté la directrice des Soins infirmiers. Félicitant les organisatrices de cette activité qui contribue au renforcement des capacités de la femme, Ludovic Aimé Nkounkou, directeur départemental de l'Intégration de la femme au développement, a renchéri :

« La femme a des devoirs mais aussi des droits à faire valoir pas seulement le 8 mars car la prise de conscience doit se faire toute l'année. Ce mois est et devrait être aussi un mois pour faire le bilan de l'action des femmes. Une auto évaluation et l'évaluation de la situation générale de la femme s'impose. Nous devons poser des actes pour la postérité afin de servir de repères pour notre progéniture ». Ainsi, en lien avec le thème choisi par les femmes

d'Adolphe-Sicé et le thème national « Intensifier l'autonomisation des femmes congolaises pour parvenir à l'égalité des sexes », plusieurs communications ont été faites à cette occasion. « Favoriser l'autonomisation économique de la femme » a été développé par Ida Noëlle Ngoma Bekako, cheffe de service de la solde; « Prise en soins d'un chalazion » par Rosalie Mouloungui Ibinga; « Femme et ses valeurs » par Audrey Natacha Ndzota Mabengué, « Importance de la lecture » par Alphonse

Chardin Nkala, directeur départemental du livre et de la lecture publique de Pointe-Noire; « Investir en faveur des femmes, moteurs de croissance et de développement » a été exposé par Me Philippe Bassintsa, avocat au barreau de Pointe-Noire et membre de l'Association des femmes juristes du Congo.

Les moyens et les différentes stratégies menant vers plus d'autonomisation de la femme ont été les principaux points abordés par la juriste en s'appuyant sur les textes réglementaires en vigueur en République du Congo tels la loi Moubara dont certaines dispositions permettent à la femme d'être moteur de croissance et de changement dans la société congolaise, a-t-elle dit.

Signalons que le thème mondial de la 114^e édition de la Journée internationale des droits des femmes a été « Investir en faveur des femmes : accélérer le rythme ».

Hervé Brice Mampouya

CSI MOUISSOU-MADELEINE

Une assistance en faveur des femmes enceintes et allaitantes

Afin de répondre au besoin exprimé par les mamans en état de gestation et celles allaitantes fréquentant le Centre de santé intégré (CSI) Mouissou-Madeleine de Mpaka, dans le 6^e arrondissement Ngoyo, un don de plusieurs objets nécessaires à l'accouchement et après sera fait très prochainement par l'Association des anciens élèves du lycée technique Poaty-Bernard, série BG (la Grande famille).

Sensible à l'œuvre charitable, la société Globaline a offert à l'association des packs d'eau minérale. Un geste de cœur et d'amour salué par les membres de l'association la Grande famille qui ont remercié vivement le généreux donateur.

En effet, pour célébrer et soutenir les mamans et futures mamans, des couches pour nouveau-nés, de l'eau minérale, des vivres divers ou tout autre objet nécessaire pour leur santé seront offerts aux mamans par la Grande famille. Dénommé « Mamans pour la vie », cet espace d'échange et de partage va permettre aux mamans d'échanger sur leurs conditions et aussi d'exprimer leurs éventuelles doléances. Au personnel du CSI de renforcer la dynamique de collaboration avec la Grande famille et de réaffirmer son engagement dans l'expertise médicale qui permet de dispenser des conseils précieux sur la santé maternelle et infantile, la nutrition et les soins post-partum. Des actions rendues possibles avec l'appui des organismes et institutions



Un membre de la Grande famille recevant le don de Globaline/Adiac

partenaires. Producteur d'eau minérale de renommée mondiale, la société Globaline s'est engagée à fournir une hydratation optimale aux mamans et à leurs bébés et à promouvoir une alimentation saine pendant la grossesse et l'allaitement. Signalons que les profession-

nels de la santé et les experts en maternité intervenant au CSI Mouissou-Madeleine animent des ateliers et des conférences pour partager des connaissances et des conseils pratiques sur la grossesse, l'accouchement, les soins aux nouveau-nés et l'allaitement.

L'Association des anciens élèves du lycée technique Poaty-Bernard, série BG (la Grande famille), s'engage à poursuivre son soutien aux mamans tout au long de l'année. Elle prévoit d'organiser des événements réguliers, des ateliers de formation et des programmes de sensibilisation pour répondre aux besoins spécifiques des femmes enceintes et des nouvelles mamans.

« Maman pour la vie » est une initiative qui met en lumière l'importance de la maternité et célèbre le rôle crucial des femmes dans la société. En offrant un soutien holistique et complet aux mamans, l'événement contribue à améliorer la santé maternelle et infantile ainsi qu'à créer un environnement plus favorable pour les familles.

H.B.M.

AFFAIRES

China Precision Investment veut investir dans l'agriculture au Congo

Le directeur général de la société China Precision Investment, Donghu Liu, a exprimé le 6 mars à Brazzaville l'engagement de son entreprise à investir dans l'agriculture et d'autres domaines en République du Congo. « Nous sommes dans les investissements, intégration verticale. Nous allons faire le reboisement. Nous allons planter des arbres à grande échelle, le manioc à utiliser comme matière première pour l'usine du sucre éthanol. Nous allons aussi faire l'équilibre entre l'exploitation et plantation », a expliqué Donghu Liu au sortir de l'audience.

La Rédaction

HUMEUR

Des propositions des jeunes attendues pour éradiquer le phénomène « Koulouna »

Loin de nous l'idée de nous attaquer aux nombreuses organisations juvéniles qui naissent ici et là sur toute l'étendue du territoire national, nous constatons simplement que celles-ci n'ont jamais proposé des pistes de sortie concrètes depuis que le phénomène « Koulouna » ou « bébés noirs » a malheureusement vu le jour dans le pays.

Pourtant ces organisations juvéniles devraient en réalité être l'interface entre ces jeunes déviants et la société en général. Des jeunes organisés ont plus d'atouts pour imaginer des méthodes et stratagèmes pour que très rapidement le pays sorte de ce fléau qui tend à devenir un phénomène qui risque de pénétrer dans le vécu quotidien sans que personne ne le condamne vigoureusement.

Du Conseil national de la jeunesse aux nombreuses organisations juvéniles implantées ça et là, le constat est qu'aucune de ces structures ne s'associe aux autres pour apporter sa pierre à l'édifice dans l'éradication de ce phénomène social dérangeant.

Encore que ces mêmes organisations juvéniles n'ont jamais pensé à trouver des pistes de solution pour un autre phénomène antérieur, celui des enfants de la rue. Ce sont ces enfants de rue d'hier qui, une fois ayant pris de l'âge, se sont convertis en criminels dits « Koulounas » ou « Bébés noirs ». Des campagnes de conscientisation, des retrouvailles d'écoute populaire organisées ici et là en langues vernaculaires dans des sièges d'arrondissement et dans différents quartiers seront des opportunités pour ces organisations juvéniles de connaître les raisons sociologiques qui poussent ces jeunes à agir de la sorte.

Ceci est d'autant vrai que des débats et conférences organisés en langue française sans ces jeunes déviants ne sont même pas suivis par eux. Pour s'en rendre compte, il suffit de poser la question à certains d'entre eux et ils vous répondront que cela ne les concerne pas, puisqu'ils n'ont pas la substance de tout ce qui se fait et s'organise sans eux.

Ce qu'il faut aussi noter est que lorsque ces différentes organisations juvéniles tiennent des réunions, les conclusions qui en sortent ne sont jamais restituées auprès des jeunes déviants afin qu'ils suivent réellement ce qui les concerne. Cela montre bien qu'il y a un fossé entre ces jeunes et ceux qui parlent souvent en leur nom, alors qu'aucun lien ne les relie véritablement. Il est temps que ces organisations structurées apportent leur pierre à l'édifice afin que cette indifférence prenne fin.

Faustin Akono

SANTÉ

Des outils de sensibilisation aux zoonoses au centre d'un atelier

Ouvert le 4 mars, l'atelier axé sur la traduction en langues locales des outils de communication et de sensibilisation des communautés aux zoonoses, maladies communes à l'homme et à l'animal en République du Congo, selon l'approche « Une seule santé », prendra fin ce 8 mars.



La photo dsouvenir lors du lancement de l'atelier technique/Adiaf

Acteurs des services de la santé publique, de la santé animale, de l'environnement ainsi que d'autres parties prenantes participent à l'atelier organisé par le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche. Ils plangent, depuis le premier jour, sur la traduction en langues locales, notamment le kituba et lingala, des outils de communication et de sensibilisation déjà produits portant sur les fièvres hémorragiques et autres zoonoses prioritaires (zoonoses à potentiel épidémique).

Cela, selon l'approche "Une seule santé" «qui reconnaît le lien étroit entre les personnes, les animaux et leur environnement, et propose une stratégie intégrée et unifiée afin que les menaces sanitaires puissent être contrées de manière globale, par la collaboration d'experts dans de multiples disciplines (vétérinaires, médecins, épidémiologistes, praticiens de la santé publique et

spécialistes de la faune). Cette collaboration peut déboucher, par exemple, sur de nouvelles méthodes de surveillance et de lutte contre les maladies».

Comme l'a expliqué Nkaya-Tobi, directeur général de l'Élevage (qui a ouvert les travaux de l'atelier), pour une meilleure communication et une bonne sensibilisation des communautés aux zoonoses, l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA), avec l'appui de ses partenaires, notamment le projet de Renforcement des systèmes régionaux de surveillance des maladies en Afrique centrale (Redisse IV) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ont mis en place un projet permettant de traduire en langues locales les outils de surveillance, de sensibilisation et de communication sur ces maladies.

Signalons que les zoonoses, maladies communes à l'homme et à l'animal, constituent environ

80% des maladies infectieuses humaines. Ce qui fait d'elles un véritable problème de santé publique. «Fort de ce constat, la Banque mondiale, à travers le projet Redisse IV, apporte son appui à la CEEAC, notamment à cinq pays, à savoir la République du Congo, la République démocratique du Congo, la République centrafricaine et la République du Tchad, afin de mieux les outiller à faire face aux éventuelles épidémies et situation d'urgence sanitaire », a indiqué le Dr Guigma Wandmisida V. Yacinthe, représentant de l'OMSA, lors de la cérémonie de lancement de l'atelier technique à Pointe-Noire. Notons que cet atelier est le quatrième du genre après celui de la République centrafricaine, du Cameroun et de la Côte d'Ivoire. Après la ville océane, il se poursuivra à Brazzaville, les 11 et 12 mars.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

SEMINAIRE INTERNATIONAL

Le Mouvement des Avocats Panafricains (M.A.P.) et
Le CABINET JUFU CONSULTING
en collaboration avec la commission Nationale OHADA (Congo)

Sous la Direction scientifique du Professeur NDI AW DIOUF Professeur agrégé des facultés de droit, Rédacteur de l'AUPSRVE, Ancien Doyen de la Faculté de droit à l'Université Cheik Anta DIOP (Sénégal), Formateur des formateurs à l'ERSUMA

Thème :
**LES INNOVATIONS DE L'ACTE UNIFORME OHADA
PORTANT PROCÉDURES SIMPLIFIÉES DE
RECouvreMENT ET VOIES D'EXÉCUTION**

04 ET 05 Avril 2024 8H À 17H

Modalités d'inscription :

Coût de la formation complète avec pause-café : 250.000 F CFA

Le nombre de place étant limité, le règlement doit nous parvenir avant le 25 mars 2024.

Mode de paiement : chèque par ordre de JUFU CONSULTING (Brazzaville-Pointe-Noire) ;

Par virement : Airtel money 05 749 15 17 ou Mobile money 06 901 90 06

Vous pouvez contacter :

À Paris : Maître Jacques Gobert EKANI, avocat à la Cour, Tél 0033610596066 /

cabinetekani@gmail.com;

Maître Révolte ITSOUHOU MBADINGA, revolte.avocat@yahoo.fr

À Brazzaville, Maître Merlin BADZIO KELA, avocat à la Cour, merlin.badzio@gmail.com;

À Pointe-Noire, Maître Roland BEMBELLY, rolandbembelly@yahoo.fr 05 749 15 17 et 06 688 62 79

Principal intervenant

Monsieur NDI AW DIOUF, Professeur agrégé, Université Cheik Anta DIOP-Sénégal ;

Modérateurs

Monsieur Médard BACKIDI, Docteur en droit, Ancien Directeur des études l'ERSUMA,

formateur en droit OHADA ;

Monsieur Roland BEMBELLY, Avocat à la Cour -Formateur en droit OHADA, Docteur en

droit et enseignant à l'Université Marien Nguabi

À l'Auditorium du ministère des Affaires étrangères
Boulevard Alfred RAOUL-Brazzaville-République du Congo

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

Une parade féminine couronne les festivités à Kinkala

La Journée internationale des droits des femmes a été célébrée à Kinkala, chef-lieu du département du Pool, sous le patronage du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, en présence de l'épouse du chef de l'État, Antoinette Sassou N'Guesso, marraine de l'événement.

Les activités relatives à la 114^e édition de la Journée internationale des droits des femmes ont été coordonnées par la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement et de l'Economie informelle, Inès Nefer Bertille Ingani Voumbo Yalo. Plusieurs membres du gouvernement et autres invités de marque ont effectué le déplacement de Kinkala pour rehausser de leur présence cet événement.

Comme chaque 8 mars, des centaines de femmes issues des administrations publiques et privées, des associations, des partis politiques ainsi que des confessions religieuses ont battu le pavé du boulevard Denis-Sassou-N'Guesso, durant deux heures, arborant des pagnes avec des motifs symbolisant la célébration de l'événement, au rythme de la cadence soutenue de la fanfare des Kimbanguistes. Une manière de faire entendre leur voix en vue de défendre leurs droits et l'égalité avec les hommes, notamment dans le monde professionnel, et de dénoncer les violences conjugales ou sexuelles dont certaines d'entre elles sont victimes.

Sur différentes pancartes, on pouvait lire des messages comme : « Le Conseil supérieur de la liberté de la communication soutient une parité réelle entre les femmes et les hommes dans les médias », « L'épanouissement de la jeunesse passe également par un engagement conséquent en faveur de la femme. Accélérons le rythme », « Accélérons le rythme pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030 »... À travers ces messages, les femmes congo-



laises ont démontré leur implication dans la société comme leurs précurseuses ayant défilé en 1908 dans la ville de New York, aux États-Unis, pour réclamer une réduction du temps de travail, une meilleure rémunération et le droit de vote.

En rapport avec la thématique retenue cette année par les Nations unies, à savoir « Investir en faveur des femmes: accélérer le rythme », la ministre de la Promotion de la femme a tout d'abord salué « le leadership » de l'épouse du chef de l'État, Antoinette Sassou N'Guesso, présidente de la Fondation Congo Assistance, pour ses actions menées depuis des années en faveur des couches les plus vulnérables de la société.

En outre, elle a rappelé que la lutte contre la violence faite aux femmes compte à son actif la loi Mouébara, avec ses textes d'application « dont la préoccupation principale est la construction du Centre Mouébara pour l'accueil et la réhabilitation des

femmes et filles, victimes de violences ». Elle a cité aussi le numéro vert d'urgence qui permet aux victimes et aux témoins de dénoncer dans l'anonymat et en toute sécurité tous les cas de violence, et enfin, la prise en charge logistique des survivants des violences par le Programme national de lutte contre les violences faites aux femmes.

Mettre l'accent sur les activités génératrices de revenus

Concernant l'autonomisation, la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement et de l'Economie informelle a indiqué que le gouvernement, par le biais de son département, a mis en place un fichier national de plus de deux mille groupements coopératifs agricoles qui a permis d'apporter un appui matériel et en kit de production à environ sept cents coopératifs ou près de six mille bénéficiaires.

Le ministère de la Promotion de

Antoinette Sassou N'Guesso et les autorités congolaises saluant le passage des femmes/Adiac

la femme, avec l'appui du Projet de développement des chaînes de valeur agricoles au Congo, entend former trois mille femmes pour renforcer leur compétence à la gestion des activités génératrices de revenus. Toujours dans le même élan, le gouvernement préconise la mise en place d'un fonds d'appui aux activités des femmes. Signalons que les femmes du Congo ont célébré la journée sur le thème « Intensifier l'autonomisation des femmes congolaises pour parvenir à l'égalité des sexes ».

Par ailleurs, la ministre a saisi l'occasion pour faire remarquer que « le bilan du 8 mars sur les droits fondamentaux des femmes ne se limite pas qu'au niveau du gouvernement, mais également au sein de nos familles respectives ». Pour cela, « il revient à nous mamans de prendre toutes nos responsabilités et de veiller à l'éducation de nos enfants afin de leur inculquer les valeurs morales,

appréciables pour lutter efficacement contre les violences décriées dans notre société, et qui mettent en danger la vie des citoyens. Notre hymne de la femme dit que nous ne faillirons jamais à l'éducation de nos enfants ».

A cet effet, elle a promis d'organiser, dans les tout prochains jours, « le «mbongui» de la femme congolaise pour la jeunesse du Congo, où seront examinés de fond en comble les problèmes qui minent les enfants, et proposer une contribution au gouvernement, pour contribuer à cette année qui a été dédiée à la jeunesse ».

Enfin, Inès Nefer Bertille Ingani Voumbo Yalo a appelé à agir pour la promotion de l'égalité des sexes, pour la lutte contre la discrimination et toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, à agir afin que « le leadership aujourd'hui monopolisé par les hommes fasse place à l'égalité des chances ».

Yvette Reine Nzaba

RÉFLEXION

Que les grandes puissances ...

Oui, que les grandes puissances de ce temps s'affrontent dans des duels à fleurets plus ou moins dénichés n'a rien de surprenant ni d'insolite. Mais qu'elles en viennent, comme la Russie de Vladimir Poutine, à évoquer publiquement la menace d'une riposte avec des armes nucléaires témoigne d'une inquiétante, pour ne pas dire très inquiétante vision du monde présent. Si jamais, en effet, une telle attaque venait à se produire elle générerait, au-delà des dégâts humains et matériels, un dérapage global que personne ne serait capable d'arrêter, voire même de limiter.

Ce qui s'est passé, à Hiroshima et à Nagasaki, au terme de la Deuxième Guerre mondiale du siècle précédent a démontré, en effet,

que l'homme moderne est en réalité incapable de prévoir les conséquences dramatiques que peut générer l'emploi d'armes dont il se dote. Utilisée par une grande puissance, les États-Unis, qui se voulait démocratique face à la dictature nipponne, cette double explosion a provoqué un drame humain qui lui-même a démontré que nul n'est capable d'anticiper le pire. Une évidence que les avancées techniques et scientifiques du temps présent rendent à la fois plus dangereuse et moins évitable, avec une menace globale que personne ne saurait anticiper ni gérer.

De tout ce qui précède ressort l'idée évidente selon laquelle une réforme globale et très concrète de la gouvernance mondiale devient non seulement nécessaire

mais impérative. Les événements tragiques qui se multiplient sur la scène mondiale, tout particulièrement au Proche et au Moyen-Orient, démontrent de façon accablante que l'Organisation des Nations unies s'avère incapable de prévenir, de gérer, de résoudre les conflits entre les nations. Ils démontrent, en particulier, que le Conseil de sécurité de cette institution mondiale est paralysé de l'intérieur par le pouvoir excessif que détiennent ses membres permanents. Créé au sortir de la Deuxième Guerre mondiale pour protéger la paix sur les cinq continents, le Conseil s'avère aujourd'hui totalement dépassé en conférant un pouvoir excessif aux nations les plus riches de la planète.

Les « Grands » de ce temps se

montrant incapables de mettre un terme aux menaces qui pèsent sur l'humanité et n'hésitant pas à brandir l'arme nucléaire qu'ils détiennent, seul le « Tiers monde », autrement dit la majorité de l'espèce humaine, peut s'unir pour préserver la paix là où elle est menacée. Telle est la conclusion évidente des événements auxquels nous assistons qui mettent en péril la paix mondiale.

L'Histoire ayant démontré tout au long des dernières décennies que la gouvernance mondiale dominée par les « Grands » n'est plus adaptée aux dures réalités du temps présent, il revient aux nouvelles générations des pays dits « émergents » de se coaliser afin de protéger notre destin commun,

Jean-Paul Pigasse